Extrait de

La Construction d'une mystification
Enquête sur le « nouvel antisémitisme »
de Sarra Grira
aux éditions Libertalia

www.editionslibertalia.com

« La vérité c'est le mensonge. » Rappelons-nous ces mots prémonitoires dont George Orwell fait un refrain de sa dystopie totalitaire, *1984*. Jamais cette formule choc n'a été aussi actuelle. Il ne s'agit pas seulement de s'en prendre aux *fake news* dont les réseaux sociaux sont inondés, ni aux « informations » délirantes désormais fabriquées à la demande par l'intelligence artificielle. Les mensonges les plus pernicieux sont peut-être ceux lentement élaborés dans les sphères politiques et intellectuelles pour servir une cause et en desservir d'autres, et que les opinions sont sommées d'adopter pour vérités. Il ne convient pas seulement de les dénoncer. Pour mesurer leur capacité de nuisance et tenter d'en neutraliser les effets, il faut analyser les raisons de leur apparition et de leur conquête progressive de l'espace public et médiatique, établir leur généalogie, comprendre les rhétoriques et les affects mobilisés par leurs concepteurs.

C'est ce qu'a entrepris de faire Sarra Grira, rédactrice en chef d'*Orient XXI*, en s'attaquant à un mantra contemporain, « le nouvel antisémitisme ». Le vieux, celui qui structura si longtemps la vie française et les imaginaires de sa population, pour ne s'en tenir qu'à l'Hexagone puisque tel est le périmètre de son ouvrage, n'existerait plus ou uniquement à l'état résiduel, tandis qu'une nouvelle judéophobie aurait pris sa place. Les porteurs de cette menace mortelle pour

le judaïsme français seraient les populations arabo-musulmanes immigrées et leurs relais idéologiques, les mouvances et les partis d'extrême gauche dont la défense de la cause palestinienne servirait de paravent commode à leur antisémitisme. La messe serait dite : exonération de la France française d'un côté qui, d'un coup de baguette magique, s'en serait affranchie dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et du honteux épisode de Vichy, et arrivée de l'autre côté des antisémites musulmans dans les bagages de l'immigration, lesquels ont trouvé dans le «wokisme» d'une certaine gauche leurs porte-parole complaisants.

À quoi sert cette substitution d'un nouvel objet à un ancien encore solidement ancré dans la société ? C'est ce que tente d'élucider Sarra Grira en se livrant à une autopsie de l'antisémitisme en France, des mutations contemporaines du contenu de ce terme hautement inflammable, de ses utilisations politiques et de ses bénéficiaires. L'ouvrage qu'elle nous donne à lire est engagé car il dénonce. Mais il n'est pas un pamphlet car il va au-delà de la simple dénonciation. Il enquête, il dépèce, il fouille dans le passé afin de trouver le pourquoi de cette autre forme de remplacement et la cascade de mensonges qu'il a nécessitée.

Le premier de cette liste délétère est la synonymie installée par les plus hauts responsables français, servis par quelques intellectuels organiques, entre antisémitisme et antisionisme. Là est un des nœuds de la question. L'autrice rappelle les discours répétés jusqu'au sommet de l'État pour faire adopter par l'opinion l'idée fausse selon laquelle

l'antisionisme serait la forme renouvelée de l'antisémitisme. Comme on sait qu'un mensonge indéfiniment ressassé finit par acquérir le statut de vérité, cela marche souvent. Résultat de cette filiation supposée entre deux attitudes fondées sur des logiques antinomiques, lutter contre l'antisémitisme revient donc à notre époque à rejeter dans les ténèbres toute manifestation d'antisionisme. Peu importe que l'un soit un racisme à combattre comme tel et l'autre une opinion politique ayant toute légitimité à exister, toute critique d'Israël relèverait de la haine antijuive.

Que l'affaire serve au plus haut point cet État relève de l'évidence, et il n'est guère difficile de montrer que la nécessité de cette confusion orchestrée est pour lui de nature proprement existentielle. Car le deuxième mensonge de cette cascade réside dans la prétention d'Israël à représenter tous les juifs, quels que soient leur nationalité et le pays dans lequel ils vivent. Il s'agit là de la raison d'être de *L'État des Juifs* pour reprendre le titre de l'ouvrage éponyme du fondateur du sionisme. Si, en effet, tous les juifs ne se reconnaissent pas dans cet État, quelle serait alors sa légitimité et celle de l'idéologie qui le fonde ?

Au fond, le problème n'est pas tant dans la volonté logique de l'establishment sioniste de vouloir regrouper tous les juifs dans ce qui serait leur patrie historique que dans l'empressement des dirigeants occidentaux à avaliser cette fable. En rupture avec une partie de sa tradition politique, la France officielle, depuis la présidence Sarkozy, a rejoint cette cohorte, oubliant la fameuse phrase du comte de

Clermont-Tonnerre, défenseur de l'octroi des droits civiques aux juifs, qui déclarait en 1789 à la tribune de l'Assemblée nationale : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus. » Cette affirmation résume pourtant l'idée que s'est longtemps faite la France de l'appartenance à la nation et qu'elle a inscrite dans ses lois : la République ne reconnaît pas les particularismes et se doit de lutter contre eux. On sait avec quelle fermeté cette maxime s'applique désormais à la minorité musulmane. Les juifs seraient-ils une exception ? Leur double allégeance supposée à la France et à Israël est largement tolérée quand elle n'est pas reconnue officiellement. Pire, il n'y aurait de «vrai» juif que celui qui regarderait Israël comme sa mère patrie symbolique. Ceux et celles qui ne s'y reconnaissent pas, soit que leur identité ne se structure pas autour de leur judéité, soit que cette dernière soit de nature diasporique, sont au mieux ignorés, au pire stigmatisés par la nouvelle doxa.

Voilà le drame, et Sarra Grira en décortique précisément les conséquences. Le philosémitisme d'État, inséparable de la condamnation de l'antisionisme, sert aujourd'hui de visa d'entrée dans l'arc républicain. Toute réserve à cette adhésion sans nuances vaut exclusion de la communauté politique. Cette nouvelle centralité de la « question juive » est grave nous dit l'autrice avec raison. Car elle attise les braises toujours vives de l'antisémitisme en activant les ressorts de détestables concurrences victimaires, en faisant porter sur les juifs le soupçon de n'être

pas des Français à part entière, en interrogeant l'influence démesurée qu'ils auraient sur la classe politique, ce qui remet au goût du jour de vieux préjugés que l'on croyait enterrés, au premier rang desquels leur puissance liée à l'argent. Il est nécessaire de penser cette dérive qui demeure à bien des égards une énigme. Certes, la culpabilité historique des Européens vis-à-vis des juifs et leur souci de réparation y jouent un rôle. Mais cela ne suffit plus à l'expliquer, d'autant que les Israéliens d'aujourd'hui n'ont plus grand rapport avec les persécutés d'hier. Mais à la place, et contrairement aux temps où ils étaient rejetés dans les limbes de l'Orient, ils sont devenus d'authentiques Occidentaux. Mieux encore, ils protègent les frontières avancées d'un Occident menacé par les hordes hostiles qui lui font face. Voilà dès lors qui mérite de les soutenir.

On aura compris que ce livre a pour ambition de rétablir des faits face au rouleau compresseur d'une vérité alternative, celle du « nouvel antisémitisme », qui a acquis grâce à ses relais intellectuels et politiques une incontestable dimension performative. Pour expliquer le succès de ce nouvel objet politique, il faudrait également rappeler l'ampleur du choc qu'a représenté le déploiement du jihadisme jusqu'au cœur des capitales occidentales. Le 11 septembre 2001 représente en effet une rupture dans le regard porté par les Occidentaux sur le monde arabo-musulman. Jusqu'à cet événement traumatique, l'islamophobie n'irriguait pas la société américaine, bâtie sur l'immigration de masse. Si les relations de l'Europe avec le monde musulman ne sont

pas de même nature et relèvent d'une autre historicité bien plus conflictuelle, elles ont été elles aussi remodelées partout où ont eu lieu les attentats spectaculaires déclenchés par Al-Qaïda ou les supplétifs locaux de l'Organisation État islamique, recrutés en général dans les jeunesses issues de l'immigration. Le but de ces mouvements était, entre autres, de provoquer dans les pays frappés des réactions disproportionnées vis-à-vis des populations d'origine immigrée. C'est peu dire qu'ils y ont réussi au-delà de toute espérance. Une des conséquences de ces tragédies a été en effet l'assimilation sans nuances de l'ensemble des minorités issues du monde arabo-musulman aux versions les plus extrémistes de l'islam qui ont en partie gagné la bataille culturelle au sein de l'islam lui-même. L'obsession judéophobe des prédicateurs fondamentalistes nourrit aussi, hélas, la rhétorique antimusulmane de plus en plus désinhibée des droites européennes.

Pour autant, Sarra Grira n'exonère ni les erreurs et les impasses de certaines parties de la gauche, ni l'antisémitisme qui ronge une large part des opinions arabes. Des pans entiers des mouvances de gauche sous-estiment en effet les ravages de l'antisémitisme, le vrai, y compris chez leurs électeurs, et sont dans le déni de l'existence dans leurs rangs d'antisémites avérés. Quant au monde arabe, qu'elle connaît d'autant mieux qu'elle en vient, elle rappelle qu'une judéophobie ayant de vieilles racines est loin d'avoir disparu et a été réactivée par la création d'Israël, et la violence désormais génocidaire que cet État exerce contre les Palestiniens.

De fait, tous les ingrédients des métastases du cancer provoqué par l'interminable occupation de la Palestine sont convoqués dans ce livre pour en expliquer la purulence. Dans cet inquiétant inventaire, le philosémitisme des classes politiques européennes fait figure de miroir inversé de l'antisémitisme d'antan et pourrait à terme s'avérer aussi dangereux pour les juifs que la haine dont ils furent si longtemps l'objet. La dénonciation solidement argumentée qu'en fait Sarra Grira est aussi un cri d'alarme. Il serait bon qu'il soit entendu.

Sophie Bessis